

tout ce que nous savons des opérations militaires.

Le Journal officiel nous donne le compte-rendu de la courte séance d'hier, dans laquelle il n'a été dit ni fait rien d'important; on annonce pour aujourd'hui une séance qui paraît devoir ressembler à celle d'hier; voilà ce que nous avons à dire de la vie parlementaire; du résultat de la mission de MM. Pouyer-Quertier et J. Favre, nous ne pouvons encore rien connaître.

Vous voyez que nous en sommes réduits à attendre avec anxiété les événements, cherchant dans la logique des faits et des passions humaines quelque indication sur ce que nous pourrions être demain et n'osant pas toujours formuler nos convictions. A quoi bon, du reste, exprimer une opinion individuelle? Est-ce que chaque journal n'a pas ses idées arrêtées; est-ce que chaque lecteur ne sait pas ce qu'il veut, vers quel côté le portent ses espérances et ses vœux pour la régénération de notre pays? Si je vous disais ce que, après avoir réfléchi, beaucoup vu et entendu, ce que je pense de la situation et ce que je prévois, je courrais risque de blesser vos sentiments, ceux d'une partie de vos lecteurs, et en définitive, je pourrais bien me tromper. Laissons donc venir les événements et préparons nos esprits à en supporter le choc.

Il nous revient de certains points des départements que l'opinion commence à s'effrayer de la prolongation de la guerre civile et semble disposée à en faire retomber la responsabilité sur l'Assemblée et sur le pouvoir exécutif. Nous croyons qu'il est nécessaire de bien s'entendre sur le partage des responsabilités et qu'il est indispensable de marquer dès-à-présent la part qui revient à l'Assemblée et celle que ne peut dénier le gouvernement.

A notre avis, les parts ne sont pas égales. Une Assemblée délibérante n'est pas un comité de salut public qui discute et résout au jour le jour les questions de tactique militaire, de gouvernement et d'administration. Elle doit nécessairement choisir des mandataires. C'est ce qu'a fait l'Assemblée nationale; elle a dû avoir confiance dans ceux qu'elle a chargés de constituer le gouvernement. Quelle que soit l'utilité du contrôle permanent, il faut, cependant, que les gouvernants aient la liberté de leurs allures, de leurs actes. Sous ce rapport, on ne peut rien reprocher à l'Assemblée; elle a laissé faire ses mandataires, elle les laisse encore agir, elle ne les tourmente ni ne les trouble par des questions importunes; elle attend avec une patience qui ressemble à de la résignation les communications plus ou moins graves qui lui sont faites de temps à autre; elle a ajourné les débats qui pourraient passionner; la droite et la gauche se tiennent également sur la réserve.

N'est-elle pas dans son rôle, et peut-elle plus?

Le rôle du gouvernement est tout autre et sa responsabilité bien plus lourde. A lui incombe toute la lourde besogne; et ce qui trouble précisément l'opinion publique, c'est qu'elle se demande si le gouvernement a fait tout ce qu'il devait faire dans le passé, et s'il est capable d'arracher la France à cette série de désastres, dont nous ne touchons pas le terme. Cet être impersonnel, qu'on appelle l'opinion publique, ne se laisse pas conduire comme un diplomate par la froide raison; le sentiment a plus d'empire sur elle que la logique. Elle ne sait pas attendre, se résigner, et elle a des emportements soudains. Or, il nous faut bien constater que l'opinion publique s'agite en France. Après la guerre étrangère, elle a traversé une période de calme. Aujourd'hui, il faudrait être

Tous approuvent cette proposition; Jack lui-même, par son attitude léridée, témoignait qu'il était de cet avis.

Richard ramassa la large dépêche qui était restée à terre, et que le vent impétueux menaçait d'emporter. Il la tourna et la retourna entre ses mains, afin de s'assurer s'il ne rêvait pas et si ce papier était bien une réalité. Mais vainement chercha-t-il à lire la suscription; la lumière de la lune était trop faible pour qu'il pût réussir. Il s'assura seulement, à son grand étonnement, que la dépêche était scellée du sceau de l'Etat.

Pendant qu'il réfléchissait aux circonstances de ce mystérieux événement, William disait aux paddies d'un ton solennel:

— Que ceux qui ont des yeux voient, et que ceux qui ont des oreilles entendent. L'impunité railleuse a été confondue! Chrétiens du clan d'O'Byrne, rejouissez-vous; ce n'est pas pour rien que le Bon-Messager est venu vers nous. Ce prodige annonce sans doute que Dieu a pour agréable notre sainte entreprise, et qu'il veut délivrer l'Irlande de ses ennemis. En avant, donc! Dieu est pour nous!

En ce moment, toute la troupe arrivait au lieu du rendez-vous.

(La suite à un prochain numéro.)

aveugle pour ne pas voir ses inquiétudes, sa disposition à demander compte au gouvernement des maux actuels et des dangers inconnus de l'avenir.

Comment sortir de là? M. Thiers, depuis qu'il est au pouvoir, n'a, par aucun acte public, autorisé qui ce soit à douter de sa sincérité personnelle; mais, depuis quelque temps, le gouvernement a pris des allures trop diplomatiques et qui rappellent trop les anciens régimes. Nous croyons que la France est assez malheureuse pour avoir le droit de tout savoir. Si l'on veut donner une première satisfaction à l'opinion publique, il ne faut rien lui cacher.

Oh! si vous voulez jouer contre M. de Bismark l'ancien jeu de la politique, vous vous ferez encore battre. En face d'un tel homme, ce n'est pas un ou deux négociateurs qu'il faut placer, c'est la France entière, instruite de ses dangers, de ses droits et des prétentions de l'ennemi. Dites donc nettement à la France ce que demande ce vainqueur, et le cri de l'opinion publique sera pour vous un appui cent fois plus puissant que toutes les roueries de la diplomatie.

On faisait courir le bruit dans la rue des Réservoirs, que les fédérés du fort d'Issy avaient fait une sortie et que, des deux côtés, on avait constaté des pertes sérieuses. Il s'agit probablement de la petite affaire que signale aujourd'hui l'agence Havas: un redan a été pris par les Versaillais, mais il a dû être abandonné à cause du feu du fort de Vanves.

Ce qui est certain, c'est que les fédérés ont armé formidablement l'enceinte du côté du Point-du-Jour jusqu'à Montreuil. On entend d'ici leurs grosses pièces.

M. Janvier Delamotte est toujours incarcéré à Genève. Le département de justice examine l'affaire et n'accordera l'extradition réclamée par M. Dufaure que si les faits imputés à l'ancien préfet, ne sont pas de l'ordre politique et ont le caractère d'un délit de droit commun prévu par le traité franco-suisse.

Au début de la séance d'aujourd'hui, M. Leroyer député de Lyon, interpelle le ministre de l'Intérieur sur les faits relatifs aux élections communales de Lyon; il fut un véritable discours qui dura une heure et dans lequel il intercale une profession de foi républicaine qui suscita les applaudissements de la gauche; il flétrit aussi les commueneux de Paris et se fait applaudir par la droite; mais il finit par fatiguer tout le monde. La Chambre n'écouterait pas ce discours s'il n'avait pas l'avantage de lui faire passer le temps.

CH. CAYOT.

On annonce qu'une des plus curieuses oppositions de décoration dans l'ordre de la Légion d'honneur aurait été soumise à M. Thiers par le général Chanzy. Il s'agirait d'un jeune officier nommé Martin, qui se serait admirablement conduit pendant la campagne de France.

M. Martin, au dire de Paris-Journal, ne serait autre que... le duc de Chartres.

On nous écrit de Versailles, 7 mai: La canonnade a continué hier toute la journée. Cette nuit et ce matin elle est extrêmement violente; on entend aussi une fusillade et le roulement des mitrailleuses. C'est toujours du côté du fort d'Issy qu'est la principale action. Le fort d'Issy tire très-peu; le fort de Vanves lui-même ne lance que de rares projectiles; mais le rempart tire perpétuellement et avec une violence extrême sur les positions que nous occupons autour d'Issy.

La nuit dernière, les insurgés ont attaqué, avec de fortes supériorités aux nôtres, le village d'Issy et la gare de Clamart. Le combat a été acharné, mais le succès nous est resté; le village d'Issy est presque complètement en notre pouvoir et nos troupes, qui occupent la gare de Clamart, ont repoussé les insurgés dans le fort, en avançant jusqu'au redan qui tient juste le milieu entre les forts d'Issy et de Vanves.

Nous avons fait plusieurs prisonniers, qui ont été amenés à Versailles hier; les insurgés ont perdu beaucoup de monde, mais nos pertes sont aussi assez importantes. Nous avons eu 80 hommes hors de combat.

Nos travaux d'approche entre les forts d'Issy et de Vanves, ont beaucoup progressé; nos batteries, comme nous l'avons déjà dit, balayent la route menant de Paris à Issy, qui se trouve isolé. On assure que la brèche faite au mur d'escarpe du fort, est d'environ 15 mètres. Il est donc probable qu'Issy ne résistera pas longtemps, et qu'avant deux jours il sera en notre pouvoir. Alors commencera la phase décisive de nos opérations.

Nous avons installé plusieurs nouvelles batteries sur différents points et l'investissement est complet. La forteresse que nous avons construite à Montreuil et qui est armée de 72 pièces de canon doit commencer son feu demain sur le Point-du-Jour et les bastions qui avoisinent sa droite et sa gauche.

D'après le Soir, soixante batteries de position, presque autant de batteries de montagne, concourent en ce moment à l'attaque de Paris.

Les dernières dépêches d'Algérie présentent l'insurrection comme devant se restreindre à la Kabylie; le Ministre de la guerre a donné l'ordre d'envoyer deux batteries de 7 en Algérie.

On lit dans le Français: On assure que M. Gambetta serait rentré en France, et on ajoute qu'il serait à Lyon. Plusieurs prétendent qu'il n'est pas étranger à la réunion des députés des municipalités que le parti radical veut organiser à Bordeaux pour le 10 Mai. Le bruit a même couru que l'ancien dictateur était arrêté; mais ce bruit ne paraît avoir aucun fonde-

ment sérieux. On vient de découvrir dans plusieurs villes de l'Est et du Sud, un complot formé par quelques communes et ayant pour dessein de s'emparer de l'arsenal de Langres. Toutes les précautions sont prises pour déjouer cette criminelle conspiration.

On parle beaucoup, dans le monde diplomatique, d'une entrevue, qui aurait lieu cet été, à Carlsbad, entre les trois empereurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche.

Le troisième fils du duc de Broglie, entré cette année même à St-Cyr, et de service aux avant-postes, a été blessé hier matin par un éclat d'obus à la cuisse. La blessure est grave, on n'a pas toutefois d'inquiétude sérieuse.

Le correspondant du Times a reçu la lettre télégraphique suivante:

Dimanche soir.

Depuis vendredi soir, le feu des forts et des batteries s'est ralenti pendant le jour, mais il a été très-violent pendant la nuit. Le but des insurgés était de faire repousser la garnison du fort d'Issy, de faire arriver des renforts à ce fort et à celui de Vanves, et d'empêcher les troupes de Versailles de continuer les travaux qui isoleront complètement l'Issy. Pendant toute la soirée de vendredi et les premières heures de samedi, les troupes du génie, occupées à faire des tranchées pour couper toute communication entre Issy et Vanves, ont beaucoup souffert du feu des gardes nationales de Paris. On soupçonne que les insurgés ont une communication secrète avec le village d'Issy, soit par un passage souterrain qui aurait servi pendant le siège des Prussiens, soit par un tunnel nouvellement construit.

Hier matin, de très-bonne heure, les insurgés, arrivés en grand nombre de Paris, ont attaqué les troupes à la gare de Clamart.

Il y a eu un engagement très-vif, à la fin duquel les gardes nationales ont été repoussés, mais les Versaillais ont perdu près de 100 hommes, parmi lesquels se trouvent plusieurs officiers. Les troupes ont voulu poursuivre les insurgés, mais les batteries de ces derniers les ont forcées à se retirer dans leurs positions.

Pendant toute la nuit dernière et ce matin, les forts d'Issy et de Vanves et les batteries des remparts ont entretenu un feu très-vif, qui a beaucoup gêné l'exécution des travaux en avant de la gare de Clamart.

Le 42^e régiment de ligne, qui occupe le parc d'Issy, est très-exposé, et dans la division du général Faron on compte environ 80 hommes mis hors de combat toute la nuit. Hier soir, des chariots remplis de provisions ont essayé d'approcher le fort d'Issy, mais les tirailleurs stationnés dans le parc en ont tué les chevaux, de sorte que ces chariots n'ont pu arriver à leur destination.

Les insurgés ont élevé une forte barricade sur la rive gauche de la Seine, à la pointe de l'île Saint-Germain. Ils ont aussi construit une batterie près du village d'Issy, qui a ouvert son feu sur les restes du château et sur le parc.

Les communistes entretiennent un feu continu sur les positions militaires à Asnières et à Gennevilliers. Malgré toutes ces difficultés, les travaux pour investir Issy se continuent, et les nouvelles et puissantes batteries de Montreuil doivent ouvrir leur feu demain matin sur le Point-du-Jour.

L'entrevue de MM. Jules Favre et Pouyer-Quertier avec M. de Bismark ne paraît pas avoir produit des résultats aussi immédiats qu'on l'espérait. Une dépêche de Berlin annonce que le retour du prince-chancelier est un peu retardé.

Notre correspondance particulière de Francfort nous apprend qu'il n'y a eu samedi deux conférences: l'une dans l'après-midi, l'autre dans la soirée, et toutes deux assez longues. Les négociateurs ont dû en signer le lendemain le double protocole, ce qui ne veut pas dire que la négociation ait été terminée dès le premier jour. On pensait qu'elle ne se prolongerait pas au delà d'hier.

Nous croyons savoir, au contraire, que rien ne pourra être fini qu'aujourd'hui, au plus tôt, l'un des plénipotentiaires français restés à Bruxelles ayant été appelé à Francfort et n'y ayant pu arriver qu'hier soir. Une dépêche du Daily Telegraph assure, d'ailleurs, que les illustres négociateurs ont l'intention de ne se séparer qu'après avoir arrêté les points principaux du traité qui sera signé à Bruxelles.

D'après la Gazette de Francfort, ce n'est pas la question des cinq milliards qui aurait été l'objet principal des négociations; elle ne viendrait qu'en seconde ligne.

Il résulte, en effet, de nos propres informations que la question territoriale n'a pas pu tenir une moindre place que la question financière dans la discussion ouverte entre M. de Bismark et les ministres français. Mais la seconde aurait donné lieu à des difficultés tout aussi sérieuses que la première. Le prince chancelier aurait insisté sur le paiement total de l'indemnité de guerre en numéraire, et dans le délai fixé par les préliminaires de Versailles, ajoutant que, à défaut d'autres ressources immédiates réalisables, la France pourrait toujours recourir à celle de l'emprunt.

Il y a eu hier une suspension de quelques heures dans les hostilités engagées devant Paris. Elle avait été convenue de part et d'autre pour qu'il fût possible d'élever les morts et les blessés.

Les journaux favorables à la Commune, et il n'en paraît plus guère d'autres à Paris, reconnaissent que depuis deux jours, les Versaillais ont fait des progrès; Issy tient toujours et l'on y continue les travaux pour repousser un

assaut. Les opérations qui, depuis les vigoureuses attaques dirigées contre les forts du sud, chômaient du côté d'Asnières et de Levallois-Perret, paraissent vouloir reprendre. On attribue aux Versaillais l'intention de s'établir solidement sur les deux rives de la Seine.

Après une discussion engagée à la Commune sur la propriété des églises et leur affectation à des destinations autres que celle du culte, plusieurs de ces églises ont été transformées en clubs populaires. Dans le nombre figurent Saint-Eustache et Saint-Germain-l'Auxerrois.

A monsieur Charles Garnier, directeur de la CENTRALISATION.

Les Angles, 1^{er} mai 1871.

Cher confrère et ami,

Nous ne savons encore rien des élections municipales, et si certain que puisse être le succès définitif de l'armée et du gouvernement de Versailles, ce succès se fait tellement attendre que sa lenteur peut déjà compter dans l'interminable série de nos désastres. Incertitude électorale, nouvelle interruption des affaires, malaise universel, misère croissante en bas, tiraillements funestes en haut, désaccord entre les bulletins officiels et les lettres particulières, hésitation du commandement, délabrement de la discipline, embarras stratégiques, péril social, écrasement des finances, menaces de la politique, frayeur des bons, espérances des méchants, audace des scélérats, Prussiens en perspective, tel est, ce matin, 1^{er} mai, au début du joli mois des rossignols, des idylles et des roses, le bilan fort adouci de la situation de notre malheureuse France, telle que l'ont fait huit mois de république.

Admettons que le salut soit possible, que le mieux existe, bien qu'enveloppé de brouillards. Ce qui est malheureusement beaucoup plus clair, c'est que, dans ces derniers épisodes, les honnêtes gens ont joué un rôle peu brillant, peu héroïque; que les braves gens n'ont pas été très-braves; qu'on a fait beau jeu à tous les éléments de destruction et de révolte; que jamais la supériorité fatale des minorités factieuses sur les majorités conservatrices n'est produite d'une façon plus éclatante; qu'en face de l'insolent triomphe de tout ce qui peut indigner les âmes généreuses, l'élan a été médiocre, en dépit de quelques voix intrépides dont l'appel s'est perdu dans le désert.

En d'autres termes, le patriotisme a été aussi lâche, aussi timide, aussi revêche que le communisme a été violent, énergique et hardi. Celui-ci n'a douté de rien; celui-là s'est effrayé de tout.

A Paris, les neuf-dixièmes des électeurs, qui avaient voté pour Trochu contre Blanqui, se sont laissés absorber et supprimer par le dixième qui avait conspiré pour Blanqui contre Trochu.

En province, — ayons le courage de le dire, — le nombre des volontaires, disposés à courir en armes au secours de Versailles et de l'Assemblée, est tellement minime, qu'on n'en parle presque plus.

Il a été à peu près impossible, dans les meilleurs départements, de fournir un chiffre qui ne fût pas dérisoire, de former un bataillon, de régulariser un cadre.

Or, si dès les premiers jours, les Parisiens dévoués ou intéressés au maintien de l'ordre s'étaient comptés, s'ils avaient opposé aux bandes de la Commune une résistance armée, vigoureuse, intraitable, il y a six semaines que Paris serait délivré. Si les gardes nationales de la province avaient fait en mars 1871 une manifestation analogue à celle qu'elles firent en juin 1848 et qui, sans la prompte victoire du général Cavaignac, aurait pris des proportions gigantesques, il eût suffi de cet immense mouvement provincial pour donner au gouvernement une force qu'il n'a pas, à l'armée une impulsion qui lui manque, et pour écraser l'émeute avant même qu'on ait tiré un coup de canon ou entamé une barricade.

A quoi faut-il attribuer ce nouveau sujet de tristesse, d'humiliation et d'angoisse? Pourquoi cette disproportion effrayante entre l'agression et la défense? Faut-il l'expliquer par cette triste loi de la nature humaine, plus ardente à saisir ce qu'elle convoite, qu'à conserver ce qu'elle possède? Doit-on la comparer, du grand au petit, à ces histoires de diligences, où un brigand bien déterminé couchait en joue, tenait en respect et finalement dévalisait une vingtaine de voyageurs? Est-ce découragement ou lassitude? Cette nouvelle épreuve arrivant après une lutte inégale, d'atroces souffrances et d'implacables défaites, dé passe-t-elle les forces d'un pays prospérité apparente dans un chaos de douleurs et de ruines? Sans doute, il y a un peu de tout cela dans le spectacle qui nous désole; mais il y a autre chose encore, et c'est cet autre chose que je voudrais indiquer.

Rien de plus beau, mais rien de plus rare, que le dévouement absolu, sans aucune espèce d'arrière-pensée personnelle. On ne se dévoue pas dans le vide; on ne porte pas son argent, on ne verse pas son sang sur l'autel d'un Dieu auquel on n'a pas cru. Il faut, même chez les meilleurs, un ressort, un mobile, un

but un point d'appui. La plus pure, la sacrée des sources de dévouement, — la religion, — tarirait d'elle-même, si les âmes pieuses n'avaient pu à espérer les récompenses éternelles.

Maintenant parcourrez en idée Paris et la France. Mettez à part ces minorités turbulentes, démagogiques, communistes, criminelles, qui ne savent que trop bien, celles-là, pourquoi elles se battent, à quoi elle se dévouent; ne comptez que les classes et les opinions qui peuvent concourir au salut du pays: gentilhommes, fils de famille, riches propriétaires, cultivateurs aisés, manufacturiers, industriels, marchands, rentiers, bourgeois, artisans honnêtes et raisonnables, travailleurs soucieux de conserver leur modeste pécule. Cette masse d'individus, si différents, mais parfois unis dans un sentiment ou un intérêt commun, a montré deux fois, depuis le commencement de nos désastres, quel esprit de conservation peut avoir, lui aussi, ses heures de bon accord et d'irrésistible élan, des heures où il sait ce qu'il veut et où il court à son but sans se laisser emporter par l'égoïsme, ni égarer par le mensonge.

Il s'agissait, la première fois, de repousser les Prussiens; la seconde fois, d'arriver à la paix. Voilà deux objectifs bien nets, bien visibles, sur lesquels personne ne pouvait se tromper. Repousser les Prussiens, c'est-à-dire protéger son pays, sa famille, son champ, son foyer, son honneur, contre cette invasion, dont le souvenir, après tant d'années, saignait encore, et qui a été de plus en plus meurtrière dans ses récidives; obtenir la paix, c'est-à-dire, faute de mieux, arrêter les progrès de cette invasion dévorante, préserver ce qui restait intact, arracher à la maladie, à la prison, à la faim, à la mort, tous ces pauvres enfants que la France en deuil redemandait à ses ennemis et à ses maîtres, abréger une lutte déjà trop longue et essayer d'entrer en convalescence en s'efforçant la chimère à l'urgence, la gloriole au bon sens, l'impossible au nécessaire, le rêve de quelques ambitieux à la vie de trente-cinq millions d'hommes.

Dans ces deux circonstances, la situation avait au moins le mérite de la clarté. Si le premier de ces deux efforts est demeuré stérile, à qui la faute? Que peut l'héroïsme individuel, quand il n'y a plus ni gouvernement, ni direction, ni organisation, ni discipline; lorsque à l'ennemi du dehors se joignent les amis du dedans; quand des troupes improvisées, succédant à des armées disparues, ont à se débattre contre l'incurie des chefs; le désarroi des intendances, le froid, le dénûment, l'abandon, contre des privations et des souffrances auxquelles n'auraient pas résisté des soldats aguerris par vingt campagnes?

En revanche, la France, consultée quatre mois trop tard, a voulu la paix en février comme elle l'aurait voulu en octobre. Cette fois, rien n'a pu prévaloir contre la volonté populaire, affirmée dans les élections; ni l'amour-propre national, exploité par des charlatans qui déclamaient au lieu de se battre; ni les menées démagogiques; ni les violences arbitraires des tyrannaux de communes et de clubs; ni les furibondes dépêches de M. Gambetta, ni les mesures d'intimidation essayées par ses préfets. Le succès, quoique trop tardif, a été sans réplique, et il eût été plus complet encore, plus décisif pour notre salut, si un esprit de vertige et d'erreur n'eût diminué de moitié les attributions de cette Assemblée nationale, de qui le suffrage universel attendait évidemment deux bienfaits: la paix et la monarchie.

Vous le voyez, les honnêtes gens eux-mêmes, — cette majorité, si souvent vaincue de faiblesse, d'inertie ou d'impudence, — savent très-bien parvenir à leurs fins, quand ils voient clairement à quoi ils se dévouent, quel est le but de leurs efforts, quel sera le prix de leurs sacrifices.

Mais aujourd'hui! Au nom de quel intérêt, de quel sentiment, de quelle foi, de quelle idole, de quelle récompense, leur demanderait-on d'extraire encore un peu de sang de leurs veines épuisées? A qui et à quoi se dévoueraient-ils? A la République? Laquelle? Celle de M. Thiers? Les plaisanteries, même celles des hommes d'esprit, perdent à être trop prolongées. Celle de M. Jules Favre, de M. Picard, de M. Jules Simon? C'est un régiment où les soldats sont constamment prêts à tirer sur leurs capitaines, un état-major sans cesse combattu, trahi, débordé par son armée.

A. DE PONTMARTIN.

Dépêches télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix.

Versailles, 8 mai, 10 h. du matin. Nos troupes fortifient leurs positions. On assure qu'une batterie de Montreuil tout de 82 pièces commença le feu dans la matinée. Aucun événement militaire n'est à signaler.

Paris, 7 mai, 7 h. 30 du soir. Une grande tranquillité règne aujourd'hui sur toute la ligne. Il paraît que les belligérants sont convenus d'une suspension d'armes partielle de quel-